

**Union européenne - Sommet de
Malte - Attaque au Carrousel du
Louvre - Migrations - Libye -
États-Unis - Russie - Brexit -
Conférence de presse de M.
François Hollande, président de la
République, lors du sommet
informel de l'Union européenne**
(La Valette, 03 février 2017)

Mesdames, Messieurs, j'ai participé ce matin ainsi qu'au déjeuner au sommet de Malte. Nous allons continuer cet après-midi et une partie de la soirée et il y aura donc des conclusions qui sortiront mais l'essentiel a déjà été fait.

Avant d'aborder la question de ce rendez-vous européen, je voudrais revenir sur l'attaque qui s'est produite contre des militaires au carrousel du Louvre ce matin, d'abord pour saluer le courage, la détermination et le jugement de ces militaires qui ont fait face. L'un a été blessé, l'autre a réagi comme il convenait, a pu neutraliser l'agresseur, lequel est aujourd'hui hospitalisé mais va être, - je le pense, - interrogé quand il sera possible de le faire. C'est la justice qui est saisie. Saluer donc le courage, la détermination, la réaction de ces militaires et en même temps souligner l'efficacité de l'opération «Sentinelle» qui protège nos compatriotes dans tous les lieux publics et c'était le cas au Louvre.

Cette opération «Sentinelle» a pu permettre même si ce sont des militaires qui ont été visés d'empêcher sans doute un acte dont le caractère terroriste ne fait guère de doute mais il appartient, là encore, à la justice de faire l'enquête nécessaire. Elle est en cours.

En ce moment-même, les ministres Le Drian et Le Roux sont sur place et peuvent avoir la confirmation que l'événement a été totalement maîtrisé, mais la menace est là, elle demeure et nous devons y faire face. C'est la raison pour laquelle nous avons mobilisé autant de moyens et nous continuerons à le faire autant de temps qu'il sera nécessaire.

Voilà ce que je voulais dire sur cet événement qui s'est produit ce matin et qui méritait une fois encore que nous rendions hommage à nos forces de sécurité, en l'occurrence ici à nos militaires mais j'associe également les policiers et les gendarmes.

J'arrive aux questions qui ont été abordées dans ce sommet. La première qui était d'ailleurs son objet principal, a porté sur la question des migrations.

Autant les migrations en Méditerranée orientale ont été maîtrisées ces derniers mois, à travers notamment un certain nombre de dispositifs que nous avons mis en place - les garde-côtes, les

centres hotspot et aussi une coopération avec la Turquie, avec un accord qui avait été passé et qui a été respecté - autant les migrations en Méditerranée centrale ont continué de se produire avec des victimes, à un niveau certes moindre qu'en Méditerranée orientale. Des milliers de personnes ont perdu la vie depuis déjà plusieurs mois en Méditerranée centrale.

Il y a aussi celles et ceux qui essaient par tous moyens, de passer avec un trafic qui est organisé par des filières. Ce sont 180.000 personnes qui, l'année dernière, ont traversé la Méditerranée pour l'essentiel venant de Libye. Il était donc nécessaire et nous l'avons fait déjà depuis plusieurs mois, d'engager un dispositif permettant d'éviter d'abord que des migrants puissent perdre leur vie, donc aller les secourir et d'autre part de prévenir un certain nombre de migrations. Nous avons passé et franchi une étape supplémentaire aujourd'hui, parce qu'il y a un accord avec la Libye qui a été conclu, avec l'Italie et la Libye d'abord mais aussi l'Union européenne avec la Libye pour qu'il y ait des garde-côtes qui d'ailleurs pourront être formés, plus nombreux et qui puissent ainsi éviter les flux migratoires.

De la même manière l'opération «Sophia» a été renforcée. L'opération «Sophia», je le rappelle, est une opération européenne permettant - pour l'instant hors des eaux territoriales de la Libye - de faire en sorte qu'il puisse y avoir un contrôle et qu'il y ait des vies sauvées, même si l'objectif est aussi de lutter contre les filières de passeurs.

Il y a également dans les décisions qui ont été prises aujourd'hui, la volonté commune avec le gouvernement libyen de pouvoir aider les organisations humanitaires qui sont sur place en Libye, de manière à ce qu'il puisse y avoir des retours qui puissent être organisés et également un traitement digne des personnes. Car tous les témoignages que nous avons montrent que ces migrants lorsqu'ils sont en Libye, sont livrés à tous les trafics, hélas également offerts à toutes les violences et qu'il y a donc nécessité de pouvoir prévenir ces actes et faire en sorte que ces migrants ne viennent pas jusqu'en Libye. Ou lorsqu'ils y sont, qu'ils puissent y être traités dignement. Pour faire en sorte que les migrants ne viennent pas jusqu'en Libye, il faut travailler avec les pays de transit, notamment le Niger, ce qui est également prévu dans le dispositif.

Enfin, il convient de mener des politiques de développement. Je rappelle qu'ici même, à La Valette, il y avait eu des décisions qui avaient été prises, l'Europe participant directement à des financements d'investissement d'opérations de coopération, de développement pour tarir les sources de la migration et aider les États à faire face aussi à ces graves questions.

Je peux ajouter deux ou trois choses et là, c'est la France qui s'exprime. Nous devons tout faire pour que le processus politique en Libye puisse permettre qu'il y ait l'effectivité de ces mesures. Un gouvernement d'union nationale existe, dirigé par le Premier ministre Sarraj mais il y a aussi que le général Haftar et il est très important qu'il puisse y avoir une réconciliation, une recomposition et donc une réaffirmation de l'autorité politique étatique en Libye. Nous devons tous y contribuer, la France prend sa part.

Ce processus politique est indispensable pour la restauration de l'autorité et donc pour la mise en oeuvre des mesures notamment de contrôle des frontières et ne serait-ce que de déploiement ou des opérations humanitaires ou des opérations pour les garde-côtes.

Deuxième remarque que je voudrais faire, c'est que lorsqu'il y aura cette autorité qui sera renforcée, nous devons agir dans les eaux territoriales libyennes, soit parce que c'est le gouvernement libyen qui le fera lui-même, soit parce qu'il consentira. C'est d'ailleurs le stade de développement de l'opération «Sophia» qui avait été prévu. La France souhaite que nous puissions aller le plus loin possible dans le déploiement de cette opération, parce que c'est la condition du succès de ce que nous voulons faire pour la Libye, c'est-à-dire rétablir autant qu'il est possible l'autorité, faire que le gouvernement d'union nationale puisse prendre toutes les composantes et avoir un contrôle effectif des migrations.

Je rappelle que ce que nous faisons est conforme à nos valeurs et à nos principes, car nous pouvons aussi permettre à ceux qui relèvent de l'asile d'y accéder là où ils sont dans le droit qui est le leur, et pouvoir fuir et être protégés.

Ensuite, il y a eu une discussion. C'était aussi l'objet de cette rencontre et de ce sommet ici à La Valette, au sujet de la situation nouvelle qui est celle de l'administration Trump dont nous connaissons maintenant les premières décisions et dont nous connaissons aussi les intentions à travers un somme de conversations qui ont eu lieu, notamment celle que j'ai eue moi-même avec le président Trump.

Il peut y avoir au sein des 28 des opinions différentes, des jugements même sur l'administration Trump qui peuvent être nuancés entre nous, mais il y a une unité de l'Union européenne pour prendre toute la mesure de ce qui est en train de se produire.

La première conclusion qu'il convient de tirer c'est que même si la solidarité atlantique est rappelée dans le cadre de l'OTAN, l'Europe doit organiser sa propre défense dans le cadre de l'Alliance.

C'est ce que nous avons commencé à faire au mois de décembre au Conseil européen et que nous devons continuer à mener à bien et à afficher comme perspective pour l'Union européenne. Ce sera d'ailleurs le cas à Rome pour le 60e anniversaire du traité. Nous devons donc renforcer nos capacités, coordonner nos programmes, avoir des instruments de planification, mettre davantage de moyens financiers dans chaque pays, au niveau européen à travers un fonds et nous devons là aussi à terme disposer d'une autonomie stratégique. D'abord, parce que c'est l'intérêt de l'Europe, parce que c'est aussi la volonté qui doit être la nôtre d'assurer notre sécurité, notre protection par nos propres moyens dans le cadre d'une alliance, mais aussi parce que c'est ce que nous devons montrer au monde. Et si le rapport avec les États-Unis peut changer, s'il peut y avoir des discussions sur les participations budgétaires, il doit y avoir une volonté unanime de l'Europe - et elle est là - pour assurer cette défense dans le cadre de l'Alliance.

La deuxième conclusion qui doit être tirée, c'est que l'Europe est une puissance économique, la première d'ailleurs au monde, une puissance commerciale, exportatrice. Elle doit faire valoir ses intérêts et s'il y a des discussions commerciales, elles doivent être menées par l'Europe avec d'autres grands pays, y compris les États-Unis. C'est à l'Europe de le faire. L'Europe ne peut pas accepter qu'il puisse y avoir une remise en cause des principes de l'échange. Même s'il y a des règles qui peuvent valoir, des normes qui doivent être bien sûr respectées, nous devons

avoir un cadre organisé de nos échanges. L'Europe, c'est d'ailleurs sa mission. C'est la mission qui a été confiée à la commission européenne pour mener ces discussions commerciales et pour faire valoir ses intérêts. C'est encore plus vrai lorsqu'un pays, les États-Unis en l'occurrence, veut changer la donne et veut prendre des dispositions unilatérales et parfois - quand je dis parfois, le mot de trop - protectionnistes.

La troisième conclusion, sur le rapport avec la Russie, l'Europe dialogue avec la Russie, la France dialogue avec la Russie, les États-Unis vont de nouveau, avec la nouvelle administration, dialoguer avec la Russie. Mais faut-il encore là aussi pouvoir nous concerter. D'abord, l'Union européenne, puis ensuite, l'Union européenne avec ses partenaires et notamment les États-Unis. Pour le cas de l'Ukraine, la position qui est celle de l'Europe, qui est la mienne aussi que j'ai rappelée plusieurs fois, c'est que les sanctions sont liées à la mise en oeuvre des accords de Minsk. Ce qui se passe en Ukraine en ce moment n'est pas en respect avec les objectifs qui étaient les nôtres lorsque nous avons participé, dans le cadre du format Normandie à cette négociation qui a abouti aux accords de Minsk.

Dernier sujet qui doit nous mobiliser, c'est tout ce qui est le multilatéralisme : la mise en oeuvre de l'accord sur le climat, les grandes organisations internationales, à commencer par l'ONU. Il semble que l'administration américaine ne soit pas forcément mue par ce type de principe. Nous verrons bien mais l'Europe doit réaffirmer son engagement à la fois sur l'application et la mise en oeuvre de l'accord sur le climat et également sur sa vision du monde, l'organisation du monde et notamment le rôle des Nations unies, y compris pour traiter les grands conflits que nous connaissons. Je pense à la Syrie et aux discussions qui doivent avoir lieu à Genève. C'est autour des principes des Nations unies que nous devons travailler.

Donc, face à cette situation, face à ces défis posés par l'administration américaine et l'élection de Donald Trump, face aux premières décisions qui ont été prises, au-delà des jugements que nous pouvons porter - et j'ai eu l'occasion d'en faire -, nous avons surtout à concevoir une réponse européenne et à fixer des perspectives communes sur les principaux dossiers. L'Union européenne étant solidaire de ces objectifs. Nous allons continuer à y travailler et c'est ce qui doit être fait notamment dans le cadre de l'anniversaire, le 60e, du traité de Rome.

C'est l'Europe qui se joue aujourd'hui, c'est son destin. Il n'appartient pas à d'autres de le définir, c'est aux Européens eux-mêmes de savoir ce qu'ils veulent, pourquoi ils se sont constitués dans une union demain à 27. Qu'est-ce qu'ils veulent faire ensemble ? Comment peuvent-ils davantage se protéger des menaces qui peuvent exister ? Comment peuvent-ils sécuriser leurs frontières sans mettre en cause les valeurs essentielles ? Comment peuvent-ils promouvoir leurs intérêts économiques, commerciaux ? Comment peuvent-ils peser sur les principaux conflits du monde pour les régler ?

L'Europe, ce n'est pas simplement une organisation à 27 demain, 28 aujourd'hui, l'Europe, c'est aussi une puissance qui est au service du développement, de la paix et d'un certain nombre de principes. L'Europe est devant son avenir. C'est à l'Europe elle-même de l'organiser, de le concevoir, de le porter. C'est attendu non seulement des Européens, mais aussi de grands peuples dans le monde qui regardent vers l'Europe peut-être parce que ne regardant plus forcément du côté des États-Unis ou vers les États-Unis autant que par le passé. Quand je dis le passé, c'était encore il y a quelques mois.

L'Europe, c'est aussi une volonté qui doit se traduire par un mieux-être pour les peuples concernés et c'est la raison pour laquelle la France insistera - elle ne sera pas seule - pour que, dans les perspectives que nous allons tracer à Rome au mois de mars, les questions de croissance, d'emploi, de développement durable, de transition énergétique, de révolution numérique soient également des priorités essentielles pour l'Union européenne, y compris dans les aspects union économique et monétaire qui doivent également s'approfondir.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce qu'a déjà été la première étape - elle était importante - ici, à Malte, pour répondre aux questions les plus urgentes - l'immigration -, mais aussi pour avoir l'élaboration d'une stratégie commune par rapport à un monde qui change, dans lequel il y a des menaces, des défis qui nous concernent tous indifféremment.

Les pays européens ne pourront pas y répondre séparément, même si chacun peut avoir sa propre diplomatie, sa propre volonté de traiter avec les États-Unis ou avec d'autres pays. C'est ensemble que nous pourrions avoir la force nécessaire et la capacité de faire valoir nos intérêts et de porter nos valeurs. Je peux répondre à vos questions.

Q - Ce matin quand vous êtes arrivé, vous avez lancé une sorte de mise en garde qu'on a comprise dirigée vers les pays de l'Est qui ont eu des déclarations assez élogieuses pour Donald Trump. Est-ce que vous avez été entendu ce midi ? Vous parlez de l'avenir de l'Europe, de Rome, etc., comment concevoir l'unité de l'Europe dans ces conditions-là ? Est-ce qu'on va vers une Europe à plusieurs vitesses ?

R - Il y a plusieurs questions dans votre intervention donc je vais les prendre une par une. Est-ce que nous sommes tous d'accord sur le jugement à porter sur Donald Trump et son administration et les décisions qui déjà ont été prises ? Sans doute pas. Vous avez raison, il y a des pays qui ont une attitude plutôt, disons de réserve ou d'autres de bienveillance par rapport à ce que représente cette nouvelle administration. Mais le débat n'est pas là, le débat n'est pas de savoir ce que nous pensons les uns, les autres, le débat est de savoir ce que nous faisons les uns avec les autres et notamment par rapport à ce que doit être une réponse européenne, pour nos intérêts commerciaux, pour notre défense, nos questions de sécurité de nos frontières, pour les conflits que nous avons à nos portes, pour le rapport avec la Russie. Qu'est-ce que l'Europe doit faire elle-même et par elle-même ? C'est là-dessus que nous pouvons converger et c'est d'ailleurs ce qui s'est produit tout au long de la journée.

Deuxièmement, face à cette situation nouvelle : Brexit, administration américaine de Trump, nécessité d'une intégration supplémentaire sur un certain nombre de sujets, y compris la défense, est-ce qu'il peut y avoir plusieurs vitesses ? La réponse est oui, il peut y avoir plusieurs vitesses. Cela sera d'ailleurs une des voies possibles pour qu'à Rome, nous puissions dire ce que nous voulons faire tous, et pour certains en Europe davantage.

Même s'il y a ces coopérations structurées ou renforcées - structurées, c'est pour la défense - l'unité de l'Europe est indispensable. Ceux qui voudraient s'écarter, faut-il aussi qu'ils en mesurent les risques. L'Europe, ce n'est pas un tiroir-caisse, ce n'est pas un restaurant self-service où l'on vient chercher ce dont on a besoin, où l'on prend des fonds structurels, où l'on accède au marché intérieur, sans être solidaire de rien ! L'Europe n'a pas été construite

pour que chacun vienne rechercher son propre argent, ou même n'en reçoive davantage qu'il n'a donné. L'Europe, c'est fait pour être plus fort ensemble. C'est cette règle-là, ce principe-là, qui devra être rappelé à Rome au mois de mars.

Q - Il semble que, pour la première fois à ce point, un président américain semble se réjouir d'une Europe qui est affaiblie, suite au Brexit. J'ai une première question : est-ce que, face à cette attitude, les 28, ou au moins les 27 semblent tous en prendre la mesure ? Vous avez dit qu'il y avait des divisions, mais est-ce qu'ils prennent quand même la mesure de cette nouvelle attitude d'un président américain ? Et puis j'ai une deuxième question : face à toutes ces incertitudes aujourd'hui, que ça soit sur la scène internationale ou sur la scène française, parce qu'on ne manque pas d'épisodes à rebonds, qu'est-ce qui vous inquiète le plus ? Est-ce que les deux incertitudes, aussi bien en France que sur la scène internationale du moins, sont aussi inquiétantes à vos yeux, puisque c'est assez grave aussi ce qui se passe en France ? Je vous remercie.

R - J'ai réagi lorsque Donald Trump a considéré que c'était merveilleux pour un pays de quitter l'Union européenne ; tout simplement parce qu'il n'a pas à se mêler de ce qu'est la vie de l'Union européenne. On peut avoir des jugements, mais c'est à l'Europe de décider de combien de membres elle doit être, et comment elle doit vivre ! Je pense de la même façon que tout jugement porté sur ce que doit faire un État américain au sein des États-Unis serait sans doute mal compris par le président des États-Unis.

En plus, entre partenaires, il doit y avoir un respect. Si l'Europe a voulu se construire, ce n'est pas pour que certains lui demandent de se défaire. L'Europe ne s'est pas bâtie contre les États-Unis d'Amérique ; elle s'est bâtie pour les valeurs que nous représentons et pour les pays qui constituent l'Union et sans qu'il y ait la moindre agressivité. C'est une chance pour le monde qu'il y ait l'Europe. D'abord cela a été une chance pour la paix dans le monde, après ce qui s'était produit au cours du XX^{ème} siècle. Cela a été une chance pour l'économie mondiale parce que l'Europe y a contribué. Cela a été une chance pour la démocratie parce que l'Europe a fait en sorte de pouvoir accueillir des pays qui sortaient du totalitarisme. Voilà pourquoi généralement, nous recevions plutôt des compliments sur l'Union européenne, et qu'il n'y a pas à faire de commentaires disant que c'était une merveille de quitter l'Europe.

Ensuite, je n'ai pas relevé qu'un pays de l'Union européenne, hormis le Royaume-Uni, voulait quitter l'Europe. Il y a des pays qui critiquent - cela peut m'arriver - le fonctionnement de l'Union européenne et qui sont sur une autre orientation - cela peut m'arriver aussi. Mais je n'ai pas entendu dans le Conseil européen, un pays quelconques, vouloir s'engager dans un processus de sortie. Qu'il y ait des forces politiques - et je rejoins votre autre question -, en France comme ailleurs, qui veulent qu'il y ait une dislocation de l'Union européenne - cela ne fait pas de doute. C'est pour cela que je n'accepte pas que l'on puisse souhaiter la dislocation de l'Europe de l'extérieur, mais je ne l'accepte pas non plus de l'intérieur.

Il y a des forces politiques qui clairement demandent, y compris en France, la sortie de l'Union européenne de pays majeurs, comme la France, c'est-à-dire de pays qui ont été parmi les fondateurs de l'Union européenne. Là-dessus, nous devons y répondre clairement et le débat politique dont vous parlez en sera l'occasion. Ce serait très grave pour l'Union européenne, mais surtout pour la France, de se mettre dans cette situation, parce que c'est justement cette capacité à être ensemble qui nous rend plus forts ! Même si la France a des moyens,

notamment de défense, de pouvoir peser sur le cours du monde. Les échéances électorales inquiètent toujours, c'est légitime ! Il va y en avoir plusieurs qui vont avoir lieu au cours de cette année 2017 ; il va y avoir des élections aux Pays-Bas, en Bulgarie, en France, en Allemagne. Chaque élection est importante - j'allais dire «en France, encore davantage» de notre point de vue, mais c'est vrai que ce qui va se passer en France aura des conséquences tout à fait directes sur l'avenir de l'Europe. C'est pourquoi la France est particulièrement regardée en ce moment même.

Q - Monsieur le Président, bonjour. Theresa May était le premier leader à aller rencontrer le président Trump. Est-ce que la relation spéciale entre le Royaume-Uni et les États-Unis peut servir de pont entre l'Union européenne et la nouvelle administration TRUMP ? Ou bien est-ce que - vous avez plusieurs fois dit le mot «27» - est-ce qu'on est déjà dans le post-Brexit, quand on pense au futur ?

R - Tant que le Royaume-Uni n'est pas sorti de l'Union européenne, nous sommes à 28. Les discussions qui ont eu lieu entre Theresa May et Donald Trump ont été versées aujourd'hui dans le débat. Mme Theresa May a rendu compte, au sens où elle a donné ses impressions et aussi ses conclusions des entretiens qu'elle avait eus avec Donald Trump. Elle l'a fait au nom du Royaume-Uni, mais elle l'a fait avec le souci - j'utilise ces mots, même si ce n'est pas à moi de le faire - de l'intérêt de l'Europe ! Mais il ne peut être délégué à un pays, le Royaume-Uni par exemple, la relation de l'Europe avec les États-Unis ! C'est l'Europe qui doit déterminer sa relation avec les États-Unis. Cela n'empêche pas chaque pays d'avoir des discussions, y compris sur un certain nombre de sujets. La France, plus particulièrement ; puisque la France va bientôt être le seul pays membre permanent du conseil de sécurité de l'Union, parce que la France va être le seul pays de l'Union européenne, quand le Royaume-Uni n'en sera plus membre, à disposer de l'arme de dissuasion ; parce que la France a une capacité politique qui ne lui est disputée par personne. La France peut avoir aussi des rapports qui doivent être établis avec les États-Unis comme avec d'autres grands pays, mais nous avons toujours le souci de le faire en parlant en Européen.

(...)

Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)